

BRIEFING

Monsieur le Président,

Tout d’abord, nous voudrions remercier l’Envoyé spécial du Secrétaire général pour son premier briefing au Conseil de sécurité de ce matin. Ce briefing ainsi que le dernier rapport du Secrétaire général relatif à la mise en oeuvre de l’Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération nous donnent une bonne vue des derniers développements dans la région des Grands Lacs.

Monsieur le Président,

Aujourd’hui, nous souhaitons concentrer notre intervention autour de trois messages principaux :

Primo : le développement économique comme facteur essentiel

- Comme l’a souligné l’Envoyé spécial à juste titre, le développement et la coopération économique sont un vecteur important pour la paix et le développement dans la région des Grands Lacs, comme ailleurs, à partir du moment où ils se font dans le respect des droits humains et de l’environnement. C’est d’ailleurs une priorité qui a été exprimée à de

multiples reprises par le Président de la RDC lui-même et que nous soutenons pleinement.

- Ceci requiert, aussi, la création d'un « level-playing field » pour les investissements et opportunités économiques dans la région. Les activités et réformes contre la corruption doivent être soutenues, la transparence doit être accrue dans les domaines financiers et miniers par exemple, ce qui permettra alors, entre autres, de motiver les instances financières internationales à se réengager.

Segundo: Notre message le plus important, tant il sous-tend la réussite de tout le reste, concerne la situation sécuritaire, politique, humanitaire et celle des droits de l'homme dans la région des Grands Lacs.

- Nous tenons à saluer la nouvelle dynamique régionale, lancée en grande partie par les Présidents Tshisekedi et Lourenço. Certes, la situation générale dans la région des Grands Lacs reste sujet d'inquiétudes et mérite toute notre attention. Les dernières initiatives régionales ont le potentiel de substantiellement faire pencher la balance dans la lutte contre les différents groupes armés.
- D'autre part, nous espérons que les futures élections présidentielles, législatives et locales au Burundi seront crédibles, transparentes et inclusives, et nous espérons se dérouleront dans un climat pacifié dans lequel les droits et la sécurité de tous les acteurs politiques seraient garantis.
- En ce qui concerne les questions humanitaires, le dernier rapport est particulièrement inquiétant. En RDC, nous restons préoccupés par la violence intercommunautaire à Djugu, Mahagi et Irumu. Parallèlement, nous ne devons pas oublier qu'outre l'épidémie d'Ebola qui continue à

sévir dans la région, le malaria et le cholera continuent de faire de nombreuses victimes.

- Nous restons également très attentifs quant à la situation des droits de l'homme en RDC. Comme l'a déclaré le Président Tshisekedi, le respect des droits de l'homme et la restauration de l'état de droit sont des enjeux cruciaux. Il est préoccupant de constater qu'encore trop de cas de violences sexuelles constatés dans le dernier rapport (on parle de 41% !) sont encore attribués à des agents de l'état. Cela ne fait que renforcer notre conviction que la professionnalisation des forces de sécurité et la lutte contre l'impunité doivent rester des priorités. Le volontarisme du Président Tshisekedi crée un environnement plus favorable pour mener à bien les réformes attendues depuis longtemps par la population congolaise dans ce domaine particulier et essentiel. Ce volontarisme, marqué par quelques mesures préliminaires, mérite d'être encouragé et soutenu par la communauté internationale afin que les autorités congolaises poursuivent résolument ses efforts. L'appui de la MONUSCO, tel que mandaté par ce Conseil, a un rôle à jouer ici et restera crucial à cet égard.

Tertio : mon troisième message concerne la réflexion stratégique sur la Région des Grands Lacs.

- Avant la fin de cette année, nous nous pencherons sur l'avenir de la MONUSCO tandis que les élections aux Burundi sont planifiées pour l'année prochaine. Il est dès lors crucial de pouvoir disposer au plus tôt d'une approche onusienne pour la région des Grands Lacs, une approche concertée qui apporte encore plus de cohérence et qui soit volontairement orientée vers l'avenir.

Je vous remercie pour votre attention.

CONSULTATIONS

- Remerciements au ESSG.
- Le rapport contient plusieurs descriptifs en lien avec la situation au Burundi. Quelles sont vos réflexions et attentes par rapport à la situation des droits de l'homme ainsi que par rapport aux élections à venir?
- Dans notre approche de la région des Grands Lacs, le développement et l'intégration économiques doivent rester cruciaux. Pour que cela réussisse, nous devons également aider à créer un « level-playing field » pour nos investissements, promouvoir la transparence dans les secteurs minier et financier et soutenir la lutte contre la corruption. Pouvons-nous obtenir plus de détails concernant les futures activités de l'Envoyé spécial à cet égard.
- La Belgique serait ravie d'apprendre si et comment la structure institutionnelle ainsi que le fonctionnement de l'Accord-cadre pourraient être améliorés, tant pour rendre l'interaction structurelle avec la MONUSCO et le bureau de l'Envoyé spécial pour le Burundi plus efficace que pour optimiser la mise en œuvre de l'Accord-cadre.
- Finalement, nous souhaiterions obtenir plus de détails concernant la revue stratégique interne qui couvre la région des Grands Lacs. Serait-il possible de prévoir d'organiser des consultations ou un briefing du Conseil de Sécurité par rapport à ce dossier ?

* *

*